



**Discours introductif de présentation du livre-bilan
« En toute transparence, 2021-2026, le bilan du
quinquennat »**
Devant les parlementaires

Monsieur le Président de l'Assemblée nationale

Monsieur le Président du Sénat

Honorables membres du Bureau de l'Assemblée Nationale,

Vénérables membres du Bureau du Sénat,

Honorables Présidents des Commissions permanentes et des Goupes parlementaires de l'Assemblée nationale,

**Vénérables Présidents des Commissions permanentes et des Groupes parlementaires du Sénat,
Honorables Députés,**

Vénérables Sénateurs,

Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement

C'est avec humilité et un profond sens du devoir républicain que je me tiens aujourd'hui devant vous, mandaté par Son Excellence Monsieur le Président de la République, pour accomplir une mission essentielle : **vous présenter le livre-bilan du quinquennat 2021–2026**, intitulé « *En toute transparence, 2021-2026, le bilan du quinquennat* ».

Je vous remercie, Honorables députés et Vénérables sénateurs, de votre disponibilité en nous recevant ce jour, malgré votre agenda chargé, en cette période de fin de session parlementaire.

Cet ouvrage de 152 pages, richement documenté et illustré, réalisé par Focus Média n'est pas une simple compilation de données, ni un exercice administratif de plus.

Il est un acte politique fort, un acte de transparence et de redevabilité, une preuve tangible de la volonté de l'Exécutif de rendre compte, en toute clarté et en toute vérité, de la gestion de la charge publique confiée par le peuple congolais. L'exercice trouve son fondement dans le projet de société **« Ensemble, poursuivons la marche. »**.

En effet, parlant de la consolidation des fondements du vivre ensemble, dans l'Axe 1 de ce projet de société, le Président de la République entendait améliorer la gouvernance publique sur sept éléments clés parmi lesquels **la transparence et l'obligation de rendre compte de la gestion**. On peut lire à la page 17 du projet de société :

« Améliorer la gouvernance publique c'est obtenir que les affaires publiques, à tous les niveaux, soient gérées dans la transparence et en toute responsabilité. L'information sur la gestion devra être accessible au public et les gestionnaires seront totalement comptables de leurs actes. Ils rendront régulièrement compte de leur gestion ».

C'est dans cet esprit que plus tard, en septembre 2024, répondant à la question d'un journaliste, le Président de la République déclarait : **« j'ai été élu en 2021 sur la base d'un projet de société dont la mise en œuvre est en cours et dont je rendrai compte au peuple le moment venu ».**

Ce moment est donc arrivé. La parole du Président est d'or. À moins de trois mois de la fin de son mandat, le Président de la République a tenu à rendre compte au peuple et a choisi le livre comme outil didactique pour accomplir ce devoir. Il s'agit là d'un acte de transparence, de redevabilité et de responsabilité.

Honorables députés, Vénérables sénateurs

Dans un monde marqué par l'incertitude, les crises sanitaires, économiques et géopolitiques, ce livre témoigne d'une conviction profonde : **un État responsable, un dirigeant responsable, ne se juge pas à ses intentions, mais à sa capacité à assumer ses actes, à expliquer ses choix et à mesurer ses résultats.**

Ce livre montre qu'un pays, même confronté aux tempêtes les plus rudes, peut se relever, se réformer et avancer avec méthode, courage et détermination. Il démontre que **la transparence et la responsabilité sont les fondements durables de la confiance entre l'État et les citoyens.**

Pourquoi ce livre vous concerne-t-il directement ?

Honorables parlementaires,

L'élection au Suffrage universel constitue la source de la légitimité du Président de la République ainsi que celle des Parlementaires. Dans notre système politique, le Président de la République et les Parlementaires sont les représentants ultimes du Peuple congolais. Ils incarnent, en toute majesté, cette souveraineté qui appartient au peuple.

Incarnant la Nation et le souverain primaire, le Président de la République est tenu de rendre compte au Peuple congolais de l'action qui a été la sienne durant le mandat écoulé. La démocratie congolaise est une démocratie représentative qui reconnaît la prééminence du Parlement en sa qualité de « Représentants de la Nation ». C'est cette qualité qui lui confère le droit de contrôler l'action du Gouvernement et d'être le témoin privilégié du discours sur l'état de la Nation que le Président délivre, chaque année, en vertu des dispositions de l'article 94 de la Constitution du 25 octobre 2015.

En considération de cela, c'est donc naturellement à vous, Représentants du peuple, que ce livre s'adresse pour rendre compte au peuple.

Ce livre est conçu **pour vous**. Il est un outil au service de votre mission constitutionnelle de contrôle de l'action gouvernementale et d'évaluation des politiques publiques.

Vous y trouverez quatre choses importantes à savoir:

- Des indicateurs macroéconomiques clairs
- Des avancées sectorielles structurantes
- Des progrès sociaux tangibles
- Des engagements internationaux assumés.

Ce sont ces quatre choses importantes qui vont faire l'objet de notre analyse.

Premièrement, s'agissant des indicateurs maroéconomiques. Souvenons-nous que dans l'axe 2 de son projet de société, le Président de la République s'était engagé à rétablir les grands équilibres macroéconomiques.

Voilà pourquoi, sans tarder, dès janvier 2022, le Président de la République a engagé le pays dans un Accord avec le FMI pour une Facilité élargie de crédit. En 2025, l'accord est conduit à son terme, confirmant ainsi la restauration de la discipline budgétaire et la crédibilité du pays.

Entre-temps, la dette publique a reculé. Tel un roc, érodé par la patience et le travail méthodique, **elle est passée de plus de 110% en 2020 à autour de 83%, tout au moins, à moins de 90% en 2025**, avec à la clé, la réduction de la dette extérieure et l'extinction de la dette toxique même si, la dette intérieure reste relativement élevée du fait des tirages réalisés pour maintenir la paix sociale, avec le paiement des salaires, pensions et autres filets sociaux, en même temps qu'on amortissait la dette de marché.

La croissance, fragile, mais obstinée, s'est réinstallée. **Elle est actuellement autour de 3% alors qu'elle était à moins 6,3% en 2020** et est, cette fois, générée non pas quasi-exclusivement par l'extraction des matières premières, ni par l'investissement public ou la dépense publique, mais par le commerce, les services, l'agriculture, l'industrie et l'entrepreneuriat. Les recettes fiscales dépassent désormais les **1000 milliards de FCFA** et sont projetées à **1255 milliards** dans le budget 2026, alors qu'elles étaient en dessous de cette barre en 2020 et cette fois, avec une part importante des recettes non pétrolières, cotoyant presque le niveau des recettes pétrolières. Le budget actuellement en examen au Sénat et adopté hier à l'Assemblée Nationale en est une illustration. L'inflation, elle, poursuit sa tendance baissière. Actuellement estimée **entre 3 et 3,4%**, elle est maîtrisée et est parmi les plus faibles de la sous-région.

Tel est ce que démontre le livre dans son chapitre consacré au rétablissement des équilibres macroéconomiques à partir de la page 24, en même temps que sont abordées les questions liées au climat des affaires, à la bonne gouvernance, à la paix, à la sécurité et la réforme de l'État sans oublier la réforme et la gouvernance foncières qui contribuent à l'amélioration du climat des affaires.

Deuxièmement, s'agissant **des avancées sectorielles structurantes**, la diversification de l'économie, objet des axes 2 et 3 du Projet de société du Président est en marche.

Le livre en parle à partir de la page 55 lorsqu'il aborde les piliers de la croissance en commençant par le secteur pétrolier avec le gaz autrefois torché qui devient un produit vendu à l'export. L'agriculture quant à elle s'affirme désormais comme le fer de lance de la diversification économique et de la souveraineté alimentaire du Congo. **Elle contribue désormais le PIB à hauteur de 7% contre 5% en 2021.** Les Zones Agricoles protégées occupent des terres inexploitées pour maximiser rendements et économies d'échelle, embrassant cultures vivrières, élevage et pisciculture. Les jeunes entrepreneurs et les coopératives, soutenus par l'État, insufflent un nouvel esprit d'agripreneuriat, revalorisant le travail de la terre et ses traditions ancestrales.

La mécanisation, à travers tracteurs, moissonneuses et semoirs, modernise les techniques et accroît la productivité.

La transformation agro-industrielle prend corps avec force et ambition: SSP-TAC valorise le manioc, Saris produit du sucre et de l'éthanol, Eni Congo développe les huiles végétales pour la production de biocarburants. Ces initiatives traduisent la volonté du pays de réduire les importations, de stimuler les exportations hors-pétrole et de renforcer l'économie rurale.

L'agroforesterie, exemplifiée par ECO NZAMBA de la SNPC, concilie préservation écologique, captation de carbone et développement communautaire. Par cette approche, l'agriculture devient un vecteur de prospérité, de sécurité alimentaire, de lute contre le changement climatique et d'émancipation sociale, révélant la puissance d'une Nation qui, retournant à sa terre, se réinvente avec audace et patience.

L'industrialisation également s'érige comme le pilier central de la diversification économique. Le secteur secondaire, encore modeste dans le PIB, transcende sa dépendance aux hydrocarbures par l'émergence de l'agro-industrie et l'essor de manufactures dédiées à la transformation des sels de potasse et de phosphate, des huiles végétales, du bois et du calcaire.

Les zones économiques spéciales, et tout particulièrement la Plateforme industrielle de Pointe-Noire, incarnent la volonté de bâtir un tissu industriel intégré. À Ouesso et Oyo, ces plateformes nourrissent l'ambition de la transformation agroforestière et de la production manufacturière, tissant l'étoffe d'une industrie moderne, compétitive et résolument tournée vers l'avenir.

Le tourisme, longtemps négligé, s'élève désormais comme un vecteur de richesse et de rayonnement, attirant désormais des milliers de touristes au fil de croisières raffinées et de circuits écotouristiques enchanteurs, avec un parc hôtelier de plus en plus attractif.

Parallèlement, le numérique, grâce au déploiement de la fibre optique, de la 5G et du Projet d'accélération de la transformation numérique, propulse le pays vers une société du savoir et de l'information, générant start-ups, commerce électronique et inclusion sociale. **Environ plus de 250 localités rurales sont aujourd'hui connectées grâce au Fonds pour l'accès et le service universel des communications électroniques**

Enfin, l'immobilier prend de l'essor en zone urbaine avec le secteur privé qui emboîte le pas à l'État, qui à son tour expérimente un projet de logements administratifs et sociaux en zone rurale. La construction du siège de la banque de l'habitat et les résultats produits par cette banque sont des indicateurs importants montrant le développement de ce secteur.

Troisièmement, les **progrès sociaux tangibles**, signes du partage de la croissance abordée à partir de la page 93, permettent d'affirmer que la croissance n'est plus un simple indicateur économique. Elle devient le souffle de la justice et de la solidarité. Ainsi, la construction des hôpitaux généraux et des laboratoires, la production nationale d'oxygène, l'amélioration et la modernisation des plateaux techniques ainsi que l'acquisition d'équipements médicaux de pointe illustrent la volonté du pays de garantir sa souveraineté sanitaire.

A plusieurs reprises, le Gouvernement a été interpellé au sujet du CHU qui méritait une opération coup de poing.

Mis à part les quelques difficultés liées au retard des salaires, le CHU a fait l'objet d'une attention soutenue de la part du Gouvernement sur instructions du Président de la République. A ce jour, la radiologie conventionnelle fonctionne, l'IRM et le scanner sont fonctionnels le laboratoire est renové et équipé et le bâtiment des maladies infectueuses réhabilité.

Parallèlement, alors que la mise en œuvre du régime d'assurance maladie universelle, symbole d'équité et de prévoyance, consacre la protection de chaque citoyen contre les aléas de la vie, la protection sociale s'étend à toutes les couches de la population: jeunes, vulnérables, personnes âgées, personnes en situation de handicap, personnes victimes de catastrophes et déplacés internes.

Les programmes de transferts monétaires, les projets d'insertion économique et la formation professionnelle des jeunes constituent autant d'instruments puissants de redistribution et de promotion de l'égalité des chances.

Ainsi, le Congo façonne une société où la croissance économique devient le socle d'une émancipation collective, où chaque Congolais trouve sa place dans un horizon de progrès et de justice. La prospérité y conjugue ambition et humanité, éducation et santé, protection et dignité, érigées en principes cardinaux d'une Nation résolue à allier modernité et équité.

Par ailleurs, sous le regard attentif de la République, l'éducation se déploie au Congo comme la clé de voûte de la dignité nationale. Le rapprochement des élèves et des étudiants de leurs établissements — qu'ils soient préscolaires, secondaires ou universitaires — incarne la volonté de faire du droit à l'instruction non plus un idéal lointain, mais une réalité vécue. Ainsi, à travers le territoire, écoles et lycées modernes s'élèvent ou renaissent, tandis que plus de sept mille enseignants viennent renforcer les rangs d'un corps dévoué à la transmission du savoir.

Les manuels, les tables-bancs et les équipements modernes sont une priorité du Gouvernement.

Des établissements modèles — tels l'École congolaise d'optique ou l'École publique d'ambulanciers — incarnent cette nouvelle ère du savoir appliqué, où la compétence se marie à l'exigence morale, et où chaque diplômé est appelé à servir, non seulement par le métier, mais par l'esprit.

L'enseignement supérieur, quant à lui, s'étend et se diversifie. Les universités Denis Sassou N'Gesso, de Liambou, et bientôt de Loango, l'ENFICE de Mouyondzi, les institutions privées et les centres d'excellence dédiés aux énergies renouvelables ou à l'intelligence artificielle traduisent l'ambition d'un pays qui fait de la science et de la technologie des leviers d'indépendance et de rayonnement.

L'enrôlement biométrique effectué permet de mieux gérer les **40501 étudiants recensés** sur toute l'étendue du territoire national avec **près de 6439 boursiers** qui perçoivent régulièrement leur bourse depuis octobre 2024 sur une base mensuelle en attendant celle comptant pour le dernier semestre 2025.

Ainsi se dessine une politique éducative intégrale telle que voulue dans les Axes 2 et 4 du projet de société dans leurs composantes « Renforcer le capital humain » et « Procurer l'égalité des chances et l'emploi aux jeunes».

Le Président de la République a décrété les années de la jeunesse et pour cause, la jeunesse congolaise demeure la sève de la nation, sa promesse et son devenir. Conscient de ce trésor, l'État a fait de leur épanouissement un devoir sacré, une priorité inscrite au cœur même du PND.

Sous l'impulsion du Président Denis Sassou N'Gesso, un vaste chantier s'est ouvert pour offrir à la jeunesse non seulement un avenir, mais aussi les moyens de le conquérir. Centres de formation, incubateurs, espaces numériques, zones économiques et programmes de volontariat se déploient à travers le pays, donnant à cette génération les outils de l'autonomie et les clefs de la modernité.

L'État, fidèle à son rôle protecteur, a également renforcé ses politiques d'emploi et d'insertion. **Le taux de chômage global est passé de 47% en 2020 à 42% en 2025 et le chômage des jeunes de 22% à 19%**, se plaçant ainsi dans le cercle de la moyenne régionale.

Au cours de la période 2021 à 2023, **25049 jeunes ont été intégrés à la fonction publique** en qualité d'agents civils de l'État. Dans cette même lancée ainsi que dans le cadre de la campagne cumulée de recrutement au titre des années 2024 et 2025, **15 000 autres jeunes sont en cours d'intégration**. Ainsi, entre 2021 et 2025, **environ 40.000 jeunes congolais auront intégré la fonction publique**.

Les programmes d'appui à l'entrepreneuriat, soutenus par des établissements publics (FIGA, FONEA, ACPE, ACPCE, etc) et des partenariats internationaux, favorisent l'éclosion d'une génération d'entrepreneurs, bâtisseurs de richesses et créateurs d'emplois. Par le crédit, la formation et l'accompagnement, les jeunes trouvent la voie d'une réussite fondée sur l'effort et la créativité.

Ainsi, le Congo façonne, jour après jour, les cadres d'un avenir durable où la jeunesse n'est plus spectatrice, mais protagoniste du développement. Chaque politique publique, chaque initiative sociale ou économique converge vers un même idéal: donner à la jeunesse congolaise les moyens de transformer son ardeur en œuvre, son espoir en destin, et son destin en gloire partagée.

Ainsi se déclinent les axes 2, 4, 7 et 8 du projet de société.

Enfin, S'agissant des engagements internationaux assumés, abordés à partir de la page 127, sous la conduite du Président Denis Sassou N'Gesso, le Congo s'est affirmé comme un médiateur respecté, porteur d'équilibre et d'espérance sur la scène internationale. Sa voix, forte de sagesse et d'expérience, a pesé dans la quête de la paix en Libye, dans les forums mondiaux sur l'environnement, et jusque dans les cénacles du multilatéralisme contemporain.

Par la constance de son engagement, Brazzaville est devenue un carrefour du dialogue entre les peuples. L'environnement s'affiche comme le véritable soft power de la diplomatie congolaise. Le Sommet des trois bassins forestiers, organisé en 2023 et la Conférence internationale pour l'afforestation et le reboisement organisé en 2024 ont consacré cette stature: le Congo y a pris la parole au nom de la planète. De la COP de Dubaï à celle de Bakou, la diplomatie congolaise s'est illustrée par la cohérence de son action, unissant la cause écologique à celle du développement au point de faire adopter la Décennie des Nations Unies pour le boisement et le reboisement. Il a offert à la CCBC un siège et une chaîne de radio et de télévision.

Dans le même mouvement, la coopération internationale s'est transformée en véritable levier de croissance. Grâce aux partenariats publics-privés, aux accords bilatéraux et à l'essor de nouvelles zones industrielles, le pays attire désormais des investissements qui irriguent ses infrastructures et stimulent l'emploi. Le point d'orgue de cette diplomatie agissante et de cette coopération internationale est sans conteste l'élection du Congo à la coprésidence du FOCAC.

Ainsi se déclinent les axes 5 et 9 du projet de société.

Ces données sont **mesurables, vérifiables et objectives**. Les acquis sont palpables.

À ces acquis s'ajoutent des avancées notables dans les domaines de l'énergie dont le taux d'accès est passé de 49% à 59%, en même temps que sont engagés d'importants travaux de réhabilitation de la ligne de transport THT PNR-BZV.

En définitive, le **progrès social**, placé au cœur du quinquennat, selon l'Axe 4 du projet de société s'est également nourri de ces transformations structurelles. La gouvernance publique s'est renforcée, avec une lutte accrue contre la corruption, marquée par un gain de **14 points selon Transparency International** ; la justice a été professionnalisée et rendue plus accessible à nos concitoyens. La réforme de l'État est en marche avec la Stratégie nationale adoptée. **Au total, plus de 250 lois ont été promulguées entre 2021 et 2025, 2267 décrets et 3545 Arrêtés.**

Que retenir de ce livre ?

Une vision, une méthode, une trajectoire

Ce livre-bilan retrace la mise en œuvre d'une vision : le projet de société « *Ensemble, poursuivons la marche* », articulé autour de 9 axes dont nous avons rappelé la mise en œuvre et les réalisations.

La méthode adoptée. Une méthode rigoureuse, progressive et assumée qui aura permis de :

1. **Stabiliser l'économie** et restaurer la discipline budgétaire ;
2. **Agir sur les piliers de la croissance** : agriculture, industrie, numérique, infrastructures ;
3. **Partager les fruits de la croissance** à travers la santé, l'éducation et la protection sociale ;
4. **Activer les leviers de durabilité** : diplomatie active, leadership environnemental, autonomisation des femmes, dynamisation culturelle.

La trajectoire, c'est le Pacte pour le futur

Ce livre ne clôt pas un cycle. **Il ouvre une perspective.**

Il nous projette vers l'horizon **2063**, afin d'inscrire pleinement le Congo dans l'agenda africain et mondial, avec lucidité, ambition et responsabilité.

Je vous invite, Honorables parlementaires, à vous approprier ce document, à en faire **un instrument de travail**, un support pour vos commissions, vos rapports, vos orientations et vos propositions. Il est destiné à **évaluer, corriger, améliorer et anticiper**.

Oui, le Congo avance.

Peut-être parfois lentement, mais **avec constance et détermination**.

Et ce mouvement est irréversible, car il repose sur une volonté politique affirmée et sur l'engagement de celles et

ceux qui incarnent la souveraineté nationale : **vous, représentants du peuple.**

Avançons ensemble, dans un **pacte de confiance, de responsabilité et d'espérance**, pour le futur de notre cher et beau pays.

Telle est, Honorables députés, Vénérables Sénateurs, l'économie du livre-bilan « En toute transparence, 2021-2026, le bilan d'un quinquennat » que Son Excellence Monsieur le Président de la République ma chargé de vous présenter et en son nom, Je vous remercie de votre attention.